

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Pontoise

Pontoise, le 22 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALOE ENVIRONNEMENT

5 bis rue de la Mare Poissy
ZAC de la justice
95380 Villeron

Références : UD95-2024-0168
Code AIOT : 0006517542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement ALOE ENVIRONNEMENT implanté 5 bis rue de la Mare Poissy dans la ZAC de la Justice à Villeron. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALOE ENVIRONNEMENT
- 5 bis rue de la Mare Poissy ZAC de la justice- 95380 Villeron
- Code AIOT : 0006517542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise ALOE Environnement exerce une activité de regroupement, de stockage et de transit d'huiles usagées sur la commune de Villeron. L'entreprise ne comprend aucun salarié. Ses activités sont exercées par le personnel de l'entreprise voisine CAMPUS ILE DE FRANCE. Les directions de ces

entreprises, filiales du groupe PICOTY, sont identiques.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection constate que le site est bien entretenu.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 1.2.1	Sans objet
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.9	Sans objet
4	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 8.3.3	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 8.3.4	Sans objet
6	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 07/01/2022, article 9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées sont pour une très grande partie respectées. L'exploitant doit toutefois équiper le séparateur d'hydrocarbures d'une alarme de trop-plein et surveiller en particulier le résultat du paramètre "Matières en suspension" notamment lors de la prochaine analyse des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Prescription contrôlée : Conformité de l'installation par rapport au classement fixé dans l'arrêté d'autorisation
Constats : <p>La société ALOE Environnement a été autorisée par arrêté préfectoral du 10 août 2016. et elle est actuellement encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 7 janvier 2022 qui acte également le réexamen IED.</p> <p>L'agrément pour la collecte d'huiles usagées dans le département du Val-d'Oise a été renouvelé par arrêté préfectoral du 11 janvier 2022.</p> <p>La situation administrative de l'établissement est inchangée. Par ailleurs, l'exploitant indique à l'Inspection que la superficie du terrain occupé par l'installation, de 427 m², ne permet pas la mise en place de cuves supplémentaires.</p> <p>Le registre des entrées/sorties de l'année 2023 présenté à l'Inspection et transmis par courriel le jour-même du contrôle fait apparaître la conformité de l'installation concernant les volumes autorisés dans le tableau de classement de l'APC du 7 janvier 2022.</p> <p>Comme l'indique le registre, l'exploitant indique à l'Inspection que le principal exutoire des huiles usagées est la société ECO HUILE implantée à Lillebonne (76). La particularité de cette société est de régénérer les huiles usagées avant de les commercialiser en huile de graissage notamment.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur à hydrocarbures
<p>Prescription contrôlée : Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. [...]</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur qui est de type vanne manuelle.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>Les dispositifs de traitement des eaux pluviales sont équipés d'une alarme de trop-plein. Cette alarme déclenche un signal optique et sonore dès que la couche d'hydrocarbure atteint la partie supérieure de la sonde.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le registre du suivi du bon fonctionnement des équipements de l'année 2023 sur lequel aucune non-conformité n'a été observée. Le registre détaille les différents points de contrôles à réaliser sur les équipements, leur fréquence (semestrielle ou annuelle), leur conformité, l'opérateur en charge du contrôle ou l'organisme de contrôle agréé, les dates de vérification et des commentaires au besoin ; - le contrat d'entretien du séparateur d'hydrocarbures avec une fréquence d'intervention de 2 fois par an ; - le compte-rendu d'intervention du 02/02/2024 concernant le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures et le bordereau de suivi des déchets dangereux afférent. Le suivi du nettoyage est également inscrit dans le registre du bon fonctionnement des équipements précité ; <p>L'exploitant indique à l'Inspection qu'il n'y a pas eu d'incident de fonctionnement des équipements concernés par les eaux polluées en 2023 et qu'à cet effet aucun « registre spécial » n'a été ouvert. L'Inspection informe l'exploitant que le registre spécial est à matérialiser même sans incident et qu'à cet effet celui-ci doit être créé.</p> <p>L'Inspection a constaté le bon état de fonctionnement de la manivelle permettant d'actionner la vanne d'obturation en sortie de séparateur.</p> <p>Il s'avère que les dispositifs de traitement des eaux pluviales ne sont pas équipés d'une alarme de trop-plein, ce qui constitue une non-conformité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant l'installation d'une alarme répondant à la réglementation dans les 3 mois suivant la réception de ce présent rapport et la mise en place d'une procédure de fonctionnement. L'Inspection suggère également de prévoir un report de l'alarme *a minima* en dehors des heures d'ouverture de la société.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée : Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées par un ou plusieurs séparateur(s) hydrocarbure(s), avant rejet dans le réseau de collecte. L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré (point N°1 mentionné à l'article 4.3.5), les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. [...] Les résultats d'analyse des paramètres cités à cet article sont tenus à la disposition de l'inspection des installations Classées
Constats : Pour mémoire, le contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé le 14/12/2023 par le laboratoire CERECO à la demande de la DRIEAT a mis en évidence un dépassement de la concentration en matières en suspension (MES), avec une valeur observée de 68 mg/l pour un seuil maximum fixé à 35 mg maximum. Comme action corrective, l'exploitant a fait nettoyer le séparateur d'hydrocarbures le 02/02/2024 (cf. point n°2). La prochaine analyse des eaux pluviales est prévue en avril 2024. L'exploitant indique à l'Inspection que la valeur du paramètre MES n'est pas adaptée à son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de lui faire part des résultats des analyses des rejets aqueux prévues en avril 2024 dans le mois suivant la réception des résultats. En cas de nouveau dépassement en MES, l'exploitant devra transmettre les actions correctives mises en œuvre. Indépendamment des prochains résultats et si l'exploitant le juge pertinent, l'Inspection informe l'exploitant de sa possibilité de demander de manière écrite un allègement de la prescription concernant la valeur du paramètre MES, en précisant les motifs de son inadaptation et en proposant une valeur avant rejet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 8.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réservoirs
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie et des deux réservoirs de 100 m ³ à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie et des deux réservoirs de 100 m ³ . [...] Pour chaque équipement pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] De surcroît, l'exploitant réalise un contrôle visuel des deux réservoirs de 100 m ³ au moins une fois par an. Ce contrôle visuel fait l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a élaboré un programme de contrôle de l'état des réservoirs dont le suivi est noté dans le registre du suivi du bon fonctionnement des équipements (cf point de contrôle n°2) La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 8.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Risques liés au débordement
<p>Prescription contrôlée : Article 8.3.4. Prévention des risques liés au débordement</p> <p>Les deux réservoirs fixes de 100 m³ sont munis de jauges de niveau. Ils sont équipés de limiteurs de remplissage à 90 %. De plus, ils sont installés dans une rétention répondant aux dispositions de l'article 8.4.</p> <p>Le poste de chargement est équipé d'un arrêt coup de poing.</p> <p>Le bras de chargement est équipé d'un système « homme mort » qui permet le repositionnement automatique des manettes et la fermeture du clapet d'alimentation.</p> <p>Des consignes de chargement et déchargement sont affichées sur le site de manière visible. Le personnel intervenant sur le site fait l'objet d'une formation sur ces consignes. Les attestations de formation sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures et équipements de prévention des risques liés au débordement cités ci-dessus font l'objet d'une vérification et/ou d'un entretien régulier. L'exploitant doit définir les périodicités de vérification et/ou d'entretien. Les vérifications et entretiens effectués sont enregistrés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les 2 réservoirs sont bien équipés de limiteurs à 90 %. L'Inspection a constaté la présence d'arrêts coup de poing.</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection que le bras de chargement a été abandonné au profit de la mise en place de pompes qui s'inversent ce qui permet de remplir ou vidanger les camions avec ses propres pompes. Par ailleurs, ce système permet d'effectuer toutes les tâches au sol au bénéfice de la sécurité des personnels.</p> <p>L'Inspection prend acte des modifications apportées par l'exploitant.</p> <p>Les vérifications et entretiens effectués sont enregistrés dans le registre du suivi du bon fonctionnement des équipements(cf point de contrôle n°2)</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/01/2022, article 9.2
Thème(s) : Situation administrative, Contenu et mise à jour
Prescription contrôlée : CHAPITRE 9.2 REGISTRE DES DECHETS L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés toutes les quantités d'huiles usagées entrantes et sortantes, conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Constats : À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté puis transmis le registre des entrées / sorties des huiles usagées pour l'année 2023. Sur l'utilisation de Trackdéchets : Pour sa part, l'exploitant indique que l'utilisation de Trackdéchets est fluide mais que les clients peinent à se l'approprier et à l'utiliser. L'exploitant regrette une absence de contact de type hotline. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite